

Notice Wiki Claude Allègre (extraits, 2021)

Claude Allègre né le 31 mars 1937 à Paris, est un géochimiste et un homme politique français. Ses travaux scientifiques et sa carrière de chercheur ont notamment été récompensés par le prix Crafoord en 1986 et la médaille d'or du CNRS en 1994. Il est membre de l'Académie des sciences. Il a publié de nombreux ouvrages de vulgarisation scientifique et pris des positions publiques sur les thèmes de l'université française et de la recherche, notamment lorsqu'il fut ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie dans le gouvernement Lionel Jospin de 1997 à 2000.

Il s'est aussi distingué par ses prises de position mettant en doute l'origine anthropique et l'importance du réchauffement planétaire, à l'encontre du consensus scientifique sur ces sujets depuis les années 1990, bien qu'il ait défendu la position inverse dans la décennie précédente.

Jeunesse

La famille Allègre est originaire du village de Prades-le-Lez dans l'Hérault. Claude Allègre, aîné de quatre enfants, est le fils d'une institutrice puis directrice d'école^[1], Lucette Hugonencq (1913-2009), et d'un professeur de sciences naturelles, Roger Allègre^[2]. À l'adolescence, il se lie avec Lionel Jospin, au côté duquel il réside à la cité universitaire Jean Zay d'Antony et dont il restera l'ami fidèle tout en exprimant sa sympathie pour Nicolas Sarkozy quelques décennies plus tard^[3].

Carrière scientifique

Après l'obtention de la licence en 1960, Claude Allègre prépare le diplôme d'études supérieures sous la direction de Louis Barrabé, professeur titulaire de la chaire de géologie structurale et géologie appliquée de la Faculté des sciences de Paris, qui meurt en février 1961. Nommé assistant de chimie à la faculté des sciences de Reims (puis de Paris), c'est sous la direction du successeur de Louis Barrabé, Pierre Routhier, que Claude Allègre prépare, au sein du laboratoire de géologie appliquée de la faculté des sciences de Paris, sa thèse pour le doctorat ès sciences physiques qu'il soutient en 1967^[4]. Il fonde alors, dans les locaux d'une usine de Saint-Maur-des-Fossés, un groupe d'études de géologie isotopique, baptisé « groupe Louis Barrabé », qui est, un an plus tard, rattaché à l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP) sous le nom de laboratoire de géochimie et cosmochimie, avant d'emménager dans le nouveau campus de Jussieu. Claude Allègre est nommé professeur titulaire à l'université Paris VII en 1970 et devient directeur de l'IPGP.

En 1976, après être devenu directeur de l'IPGP, il préconise, lors du réveil du volcan la Soufrière en Guadeloupe, le maintien de l'évacuation d'urgence de la population décidée par le préfet par crainte d'une éruption avec nuées ardentes. Cette affaire provoqua une polémique durable avec le volcanologue Haroun Tazieff qui avait diagnostiqué une éruption phréatique^[5]. Une violente polémique opposa Haroun Tazieff à Michel Feuillard, directeur de l'observatoire volcanologique de la Guadeloupe, et à Claude Allègre, alors supérieur de ce dernier à l'IPGP mais sans expérience volcanologique propre^[6]. Feuillard, Allègre (et le professeur Brousse, sur place) se fondant sur des analyses alarmantes montrant de la présence de magma frais dans les laves et cendres recueillis après les éruptions du volcan, conseillaient l'évacuation de 70 000 habitants proches, tandis que Tazieff, de retour d'un déplacement en Équateur, et se fondant sur son expérience de terrain après une visite sur le site, affirmait que le volcan n'avait pas de magma frais, et que, cette fois, il allait donc se calmer sans aucun risque de nuées ardentes. Des mots peu aimables furent échangés, mais dans le doute les pouvoirs publics préférèrent évacuer. Finalement, les analyses montrant la présence de magma frais étaient erronées, et la Soufrière n'explosa pas, confirmant l'expertise de Tazieff. Les seuls dégâts furent économiques^{[7],[8]}.

Travaux de recherche

Les travaux de l'équipe de chercheurs dirigée par Claude Allègre ont essentiellement porté sur des questions de géochimie à partir de l'étude des éléments trace et des isotopes. Ses contributions ont facilité par la suite la compréhension de la constitution de la croûte et du manteau terrestres et aussi de l'interaction entre ces deux

couches de la Terre. Allègre et son équipe ont également conçu des modèles sophistiqués d'un certain nombre de processus géologiques comme le volcanisme, l'évolution de l'atmosphère terrestre et la formation des nébuleuses proto-planétaires. Parallèlement à l'Américain G. J. Wasserburg, ils ont développé un certain nombre de techniques de datation isotopique, et notamment la méthode de datation par le système samarium-neodyme.

Reconnaissance scientifique

Ces recherches lui ont permis d'obtenir en 1986, en compagnie de Wasserburg, le prix Crafoord dans cette discipline^[9]. Claude Allègre a également reçu la médaille d'or du CNRS^[10], plus haute distinction scientifique française, en 1994, et la médaille Wollaston en 1987. Il est membre de l'Académie des sciences française^[11] et de la National Academy of Sciences, l'académie des sciences américaine. Il est également membre de l'IUF, qu'il a créé pendant son mandat de ministre.

Présidence du BRGM

Succédant à son homonyme (sans lien de parenté) Maurice Allègre, Claude Allègre est élu président du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) en 1992. Sa piètre gestion de l'affaire de la mine d'or de Yanacocha en 1994 (les plus grandes réserves d'or d'Amérique du Sud, dont le BRGM possédait 24,7 % d'actifs) et ses dépenses lui auraient coûté cette fonction en 1997^[12].

Carrière politique

Claude Allègre adhère au Parti socialiste en 1973^[13]. Il anime le « groupe des experts » du PS dans les années 1980.

Conseiller spécial de Lionel Jospin au ministère de l'Éducation nationale de 1988 à 1992, il est notamment l'initiateur du plan « Université 2000 »^[14]. Il propose une réforme profonde du système des classes préparatoires^[15].

Ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Claude Allègre est nommé, le 2 juin 1997, ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie dans le gouvernement Lionel Jospin.

Il entend réformer l'enseignement supérieur. Le 25 mai 1998, les quatre ministres chargés de l'enseignement supérieur d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie se retrouvent lors d'un colloque à la Sorbonne, à l'occasion de la célébration du 800^e anniversaire de l'université de Paris, pour lancer un appel à la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur^[16].

Lancé à l'initiative du ministre français de l'Éducation nationale, le processus a pour objectif de favoriser les échanges universitaires (étudiants, enseignants et chercheurs) et de faire converger les systèmes universitaires vers des niveaux de référence communs.

L'initiative est progressivement reprise et développée par la plupart des gouvernements et des universités européens.

Il réforme la gestion du personnel enseignant, réduit la rémunération des heures supplémentaires des professeurs et contribue à mettre en place le système de diplômes européen LMD^[17]. À l'encontre de l'idée que l'école doit préparer à tout et dispenser une culture générale commune à tous, il défend la nécessité d'un rapprochement entre l'école et les entreprises en « décloisonnant les systèmes »^[18]. À cet effet, il rencontre des chefs d'entreprise. Ces réformes suscitent, dès octobre 1998, des protestations et des manifestations lycéennes qui dureront quelques mois.

En 1999, le ministre commence la mise en place de la réforme LMD, en conformité avec le processus de Bologne décidé par l'Union européenne. La Loi Allègre de 1999 sur l'innovation et la recherche permet dorénavant aux universitaires et aux chercheurs de créer une entreprise de type startup et de déposer des brevets.

Toutefois, sa gestion et ses annonces à la télévision et à la radio suscitent une opposition croissante des syndicats enseignants (comme le SNES dont Monique Vuillaud est la secrétaire générale^[19]). C'est dans ce contexte que le 24 juin 1997, il prononce la phrase devenue fameuse « il faut dégraisser le mammoth » qui devient l'emblème du conflit avec les enseignants^[20].

Selon L'Humanité, les chiffres qu'il annonce en septembre 1997 sur le taux d'absentéisme des enseignants (12 %) sont nettement supérieurs à la réalité (entre 5 et 8 %^[21]). En plus de leurs revendications, les syndicats dénoncent de manière récurrente les paroles prononcées et le choix des termes^[22]. Il déclare par exemple : « Les enseignants ont quatre mois de vacances et, en plus, ils prennent leurs congés formation sur la scolarité^[23]. » De plus, un certain nombre de ses décisions passent pour autoritaires^[24].

Il se retrouve par ailleurs isolé avec Pierre-Gilles de Gennes, en opposition à la majorité des physiciens français, lorsqu'il renonce à mettre en œuvre en France un projet de synchrotron de nouvelle génération^{[25],[26]}. Il préfère une participation au Diamond Light Source (le synchrotron anglais) pour des raisons budgétaires. Roger-Gérard Schwartzenberg, son successeur au ministère de la Recherche, reviendra sur ce choix et lancera la construction du synchrotron Soleil.

Le conflit avec les enseignants conduit à des manifestations en mars 2000 qui contraignent finalement Lionel Jospin à demander à Claude Allègre le 25 mars 2000 de remettre sa démission^[27]. Ce départ forcé suit d'une semaine la perte par le Parti socialiste de la deuxième circonscription de la Sarthe à l'issue d'une législative partielle provoquée par la démission du député socialiste Raymond Douyère (nommé fin 1999 à la Banque de France par Laurent Fabius), deuxième circonscription pourtant réputée imperdable par le Parti socialiste à l'époque. Jack Lang lui succède au ministère.^[réf. nécessaire]

En plus de sa phrase « il faut dégraisser le mammoth » devenue l'emblème du conflit avec les enseignants en 1997, Claude Allègre provoque par ses propos un certain nombre de discussions lors de son passage au ministère de l'Éducation nationale. Des propos tenus en 1999 lorsqu'il était ministre de l'éducation (« Les maths sont en train de se dévaluer de manière quasi inéluctable. Désormais, il y a des machines pour faire les calculs »)^[28] ainsi que des propos similaires publiés en 1995 dans son livre *La défaite de Platon*^[n 1], entraînent un vif émoi chez de nombreux enseignants et chercheurs français^[29]. Il en va de même de sa phrase prononcée à La Rochelle le 30 août 1997 : « Les Français doivent cesser de considérer l'anglais comme une langue étrangère^[30]. »

L'hebdo satirique Le Canard enchaîné crée une polémique à propos de la déclaration suivante d'Allègre, le 21 février 1999, dans l'émission *Public* de TF1^[31] :

« Vous prenez un élève, vous lui demandez une chose simple en physique : vous prenez une boule de pétanque et une balle de tennis, vous les lâchez, laquelle arrive la première ? L'élève, il va vous dire la boule de pétanque. Eh bien non, elles arrivent ensemble, et c'est un problème fondamental, on a mis 2 000 ans pour le comprendre. Ça, c'est des bases, tout le monde doit savoir ça. »

Suivent une série d'articles du Canard enchaîné reprochant à Claude Allègre de confondre « chute dans le vide » et « chute dans l'air », avec des réponses de Claude Allègre, qui s'obstine, jusqu'à ce que l'hebdomadaire sollicite l'avis de Georges Charpak (prix Nobel de physique)^[32]. Le prix Nobel de physique donnant tort à Claude Allègre, la polémique s'éteint. Ceci lui valut une moquerie appuyée de la part du Canard enchaîné dans son édition du 3 mars 1999 où les journalistes firent des expériences (virtuelles ?) avec des bouteilles d'eau minérale^[31].

En 2011, Claude Allègre se préoccupe encore des questions d'éducation et propose ses remèdes pour « sortir l'école de la spirale de l'échec » : la décentralisation de l'administration des établissements scolaires et des enseignants, le rétablissement d'un examen d'entrée en sixième pour la lecture et le calcul, la professionnalisation de la formation des professeurs, la revalorisation de leur éthique, de leur évaluation et de leurs salaires^[33].

Opposition à Ségolène Royal

Au sein du PS, après le retrait de Lionel Jospin, en 2002, il milite pour le retour de ce dernier à des responsabilités nationales. Au printemps 2006, il espère le voir se porter candidat et tente de s'opposer à la montée en puissance de Ségolène Royal pour la candidature aux élections présidentielles de 2007^[réf. nécessaire]. Il soutient d'abord Dominique Strauss-Kahn pour l'élection primaire socialiste de novembre 2006, puis Jean-Pierre Chevènement quand Ségolène Royal est investie. Chevènement finit par se désister en faveur de cette dernière.

En septembre 2007, il publie un livre d'entretiens avec Dominique de Montvalon. *La Défaite en chantant* revient sur l'échec de la gauche aux élections présidentielle et législatives du printemps. Il s'en prend à

Ségolène Royal, dont il juge les capacités insuffisantes pour la présidence de la République, à François Hollande (« Il a foutu un bordel noir ») et à Lionel Jospin qu'il épargnait jusque-là^{[34],[35]}.

Ralliement à l'UMP

Bien que militant depuis 1973 au PS, il décide de ne pas reprendre sa carte en janvier 2008. Nicolas Sarkozy, chez qui il avait été aperçu entre les deux tours de l'élection présidentielle^[36], déclare en février 2008 qu'il aimerait bien travailler avec lui^[37]. Le 28 août 2008, Sarkozy, président en exercice du Conseil européen, lui confie le soin d'organiser les Assises européennes de l'innovation^[38].

Le 26 mai 2009, Allègre annonce à l'AFP qu'il votera « sans états d'âme » et « sans hésitation » pour la liste UMP aux élections européennes du 7 juin^[39].

Le 18 février 2012, il annonce qu'il soutiendra et votera pour Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle française de 2012^[40].

Après 2012

Le 17 janvier 2013, Claude Allègre est victime d'une crise cardiaque lors d'une conférence scientifique à Santiago du Chili ce qui l'oblige à réduire ses activités^[41].

Chronologie

1976-1986 : directeur de l'Institut de physique du globe de Paris.

- 1984-1985 : délégué national à la recherche
- 1985 : membre de l'Académie nationale des sciences américaine
- 1987 : membre du comité directeur du Parti socialiste
- 1988-1992 : conseiller spécial auprès de Lionel Jospin
- 1989-1994 : député au parlement européen
- 1990 : membre du bureau exécutif du Parti socialiste
- 1992 : conseiller régional de Languedoc-Roussillon après avoir mené la liste dans l'Hérault
- 1992-1997 : président du conseil d'administration du Bureau de recherches géologiques et minières
- 1995 : membre de l'Académie des sciences
- 4 juin 1997 - 27 mars 2000 : nommé ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie du gouvernement Lionel Jospin
- 2002 : membre du conseil d'administration du groupe de sondages Ipsos

Critiques et controverses

Tout au long de son parcours, Claude Allègre s'est fait connaître pour ses opinions tranchées, en particulier au travers de ses controverses avec le volcanologue Haroun Tazieff^[43], de son opposition au désamiantage du campus de Jussieu^{[44],[45]}, de sa volte-face climato-sceptique^{[46],[47],[48]} (cf. *infra*) et de sa volonté de réduire drastiquement les effectifs de l'Éducation nationale, annoncée par l'expression :

« Il faut dégraisser le mammoth^{[49],[50]}. »

En cohérence avec ses positions sur l'évolution de l'environnement, la place relative de l'État et de l'entreprise au sein de la société et le rôle des élites dont il faisait partie, son parcours politique et professionnel l'a amené à s'opposer de plus en plus aux points de vue écologistes et aux « lanceurs d'alerte »^[51], à défendre l'énergie nucléaire^[52], à passer de l'aile droite du PS à l'UMP^[39] et à trouver légitime de se gratifier lui-même pour l'exercice de ses responsabilités : par exemple, en tant que président du Bureau de recherches géologiques et minières, Claude Allègre se serait fait payer des notes de frais fort élevées, bien que ses pouvoirs soient limités et qu'avec son directeur général Jean-Pierre Hugon, il ait laissé échoir en 1994 le droit de préemption de la France sur les 24,7 % d'actifs possédés par le BRGM dans la mine de Yanacocha au Pérou, ce qui semble lui avoir valu de perdre sa fonction en 1997^[12].

Selon le journal d'information en ligne *Mediapart*, depuis la fin des années 1980, Claude Allègre a petit à petit délaissé la recherche pour s'investir dans la politique^[53]. Certains chercheurs lui ont reproché ses prises de position hors de son domaine de compétence^{[53],[54]}, tandis que d'autres chercheurs soulignent que : « [Claude Allègre est] sorti du monde de la recherche depuis les années 1990 », que son « scepticisme » n'est fondé « sur aucun travail scientifique propre » et que « ses livres grand public lui évitent de se confronter à un examen par ses pairs^[55]. »

Édouard Brézin, ancien président de l'Académie des sciences, juge par exemple que « [Claude Allègre se sert] de son prestige pour asseoir son autorité sur des assertions non justifiées dans des domaines qui lui sont étrangers », jugeant que [ses] « déclarations sur les mathématiques ou la relativité générale ont eu pour simple effet de ridiculiser leur auteur aux yeux de la communauté scientifique^[56]. » Il s'est en effet souvent fait remarquer par des prises de position polémiques dans des domaines autres que la géochimie, comme les mathématiques^[57] et, dès les années 1970, la volcanologie^[58].

Réchauffement climatique et activités humaines

Prises de position

En 1987, avant la mise en place du GIEC, Claude Allègre affirme dans un ouvrage d'entretiens (Allègre et Noël 1987) que l'homme perturbe le climat. Il ajoute que l'impact du CO₂ entraîne une élévation de la température du globe alors que les paramètres astronomiques (influençant le climat) devraient conduire à un lent refroidissement^[59].

Cependant, alors que la campagne mondiale prend de l'ampleur, il change d'avis. En 1995, l'année du deuxième rapport du GIEC, qui mène au traité de Kyoto, il écrit une chronique intitulée « Fausse alerte » pour l'hebdomadaire *Le Point*^[60]. Selon lui, il s'agit d'un danger imaginaire inventé par des lobbies. C'est pourquoi, malgré l'évidence, « on continue à affirmer l'existence de l'effet de serre et ses dangers imminents ».

Onze ans plus tard, le même genre de déclaration fait cette fois polémique. Dans la chronique hebdomadaire qu'il tient dans le magazine *L'Express*, il met en doute l'origine humaine du réchauffement climatique^[61]. Il y écrit que la cause de la modification climatique contemporaine reste incertaine et n'est pas forcément due à l'activité humaine. Il stigmatise simultanément « l'écologie de l'impuissance protestataire [qui] est devenue un business très lucratif pour quelques-uns ! »^[62]. Il précise, dans une seconde chronique du 5 octobre 2006, que selon lui, au sein des changements climatiques, la hausse globale des températures n'est pas le phénomène essentiel, en comparaison avec les impacts plus graves liés à l'augmentation de la fréquence des phénomènes extrêmes^[63]. Cette prise de position lui vaudra, tout comme à Vincent Courtillot, alors directeur de l'IPGP, des accusations de conflit d'intérêt en raison des financements reçus de la part de Total par l'IPGP, affirmations qui seront démenties par les principaux intéressés^[64].

Il critique l'inscription du principe de précaution sous sa forme actuelle dans la Constitution, car son flou est selon lui une entrave à la recherche ; dans *Ma Vérité sur la planète*, il écrit :

« Le principe de précaution, c'est l'arme contre le progrès^[65]. »

Il prend position contre l'instauration d'une taxe carbone, y voyant

« une initiative catastrophique pour notre pays ». « Elle serait inutile climatiquement, injuste socialement, nuisible économiquement^{[66],[67]}. »

Il s'oppose régulièrement, de manière vive et polémique, à Nicolas Hulot, le qualifie d'« imbécile »^[68] et de « nul complet »^[69], et dit dans son livre intitulé *L'Imposture climatique* être « effrayé par sa méconnaissance de simples données de base scientifiques et par son inculture littéraire et historique. »

Réactions

La position qu'il défend dans les controverses sur le réchauffement climatique est très minoritaire, en particulier chez les spécialistes du sujet, et ses prises de position ont suscité de très vives réactions, notamment chez des scientifiques réputés^[70]. Le consensus scientifique des experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) considère que le réchauffement climatique est causé principalement par les activités humaines. En réaction aux prises de positions d'Allègre, certains défenseurs du GIEC ont ainsi critiqué explicitement ses arguments^[46].

Le biologiste Pierre-Henri Gouyon parle de « négationnisme écologique »^[71]. Pierre Joliot-Curie, biologiste, affirme pour sa part :

« la défense de thèses apparemment révolutionnaires est une manière trop facile de conforter sa popularité. L'attitude de Claude Allègre vis-à-vis du changement climatique me paraît de ce point de vue inadmissible^[71]. » D'autres scientifiques éloignés du sujet soutiennent, parfois partiellement, Claude Allègre. Ainsi, lors d'une séance de l'Académie des sciences en mars 2007, ses arguments ont été défendus par ses collègues géophysiciens de l'IPGP Jean-Louis Le Mouél et Vincent Courtillot. Ces derniers ont été vivement critiqués par les deux académiciens des sciences spécialistes du climat, Hervé Le Treut et Édouard Bard (professeur au Collège de France)^{[72],[73]}.

L'Académie des sciences, dont Allègre est membre, a examiné la thèse qu'il défendait, selon laquelle le réchauffement climatique ne trouverait pas sa cause principale dans les émissions de CO₂ liées aux activités humaines, et a réfuté cette thèse dans un rapport publié le 28 octobre 2010^{[74],[75]}.

L'Imposture climatique ou la fausse écologie

Dans *L'Imposture climatique ou la fausse écologie*, ouvrage d'entretiens avec le journaliste Dominique de Montvalon, Claude Allègre formule de graves accusations contre les climatologues, et tout particulièrement le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)^[76], en anglais Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC). Il intitule cette institution « Groupement international pour l'étude du climat » (même inexacte, cette appellation est plus proche de la traduction exacte « Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat », que la transcription officiellement répandue « Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ») et évoque à son sujet un « système mafieux » ayant conspiré pour faire passer aux yeux de l'ensemble du monde un « mythe » pour un fait scientifique.

Pour Claude Allègre, « C'est une imposture de prétendre qu'on peut prévoir le climat du globe dans un siècle et que cette augmentation serait apocalyptique pour le monde. [c'est une imposture] d'affirmer, au nom de la science, qu'il y aurait un lien dominant entre les dégagements d'origine anthropique du CO₂ et le climat. [C'est] une imposture de la part des partis politiques verts de s'emparer de cette affirmation pour tenter de désorganiser notre société ». Selon lui, « c'est le seul cas de figure où les Verts évoquent positivement la science » et « l'imposture du groupe des scientifiques qui s'occupent du climat, c'est de profiter de cet appui politique ambigu et intéressé des Verts, pour obtenir, par pur corporatisme, des crédits et un début de reconnaissance scientifique. »

Le livre trouve un large écho dans les médias mais des articles de presse sont critiques, comme celui du journaliste du quotidien Le Monde Stéphane Foucart qui l'accuse de contenir « de nombreuses approximations et erreurs factuelles à même de tromper le public »^[76]. Jean-Louis Fellous, ancien responsable des programmes d'observation de la Terre du CNES et ancien directeur des recherches océaniques de l'Ifremer, considère que le livre contient des « mensonges »^[77]. Le paléo-climatologue Håkan Grudd accuse également Claude Allègre d'avoir falsifié dans son ouvrage l'une de ses courbes de reconstitution de la température^[78] : il aurait utilisé une courbe très locale en la légendant sans précision de lieu, laissant croire qu'il s'agissait d'une courbe globale.

Le mercredi 7 avril 2010, 600 chercheurs en sciences du climat publient un courrier de protestation contre, entre autres, l'ouvrage de Claude Allègre^[79], dans lequel ils relèvent de nombreuses erreurs factuelles^[80] et des dénigrements^[81]. La communauté scientifique française publie un rectificatif relevant plus d'une centaine d'erreurs scientifiques graves^[82].

Vincent Courtillot, géologue, proche de Claude Allègre et successeur de ce dernier à la direction de l'IPGP, estime que *L'Imposture climatique* est « exacte »^[83] et, le 20 octobre 2010, le philosophe et ancien ministre Luc Ferry apporte également son soutien à Claude Allègre^[84]. Le grand prix de la Société de géographie lui est attribué en 2010 pour *L'Imposture climatique*^[85]. Claude Allègre reconnaît que son livre contient des « inexactitudes » et des « exagérations » qu'il justifie par un « choix éditorial » et la volonté d'écrire « un livre politique avant tout »^[86].

Dans *L'avenir du climat : enquête sur les climato-sceptiques*, le journaliste Stéphane Foucart écrit^[87] :

« Jamais il ne m'a été donné de lire un ouvrage aussi ontologiquement trompeur. La quantité de torsions de la réalité, de mensonges directs ou par omission, de calomnies et de méchancetés imprimées par centimètre carré y est étourdissante. Le livre de Claude Allègre est si globalement et si énormément faux que l'on ne sait pas par quel bout le saisir pour le réfuter. Les trois cents pages de l'ouvrage parviennent à forger un édifice intellectuel d'une nature inédite, dans lequel les espaces libres d'erreurs factuelles sont le plus souvent comblés par le dénigrement et la caricature, l'amalgame et le conspirationnisme. Non seulement la trame du livre de Claude Allègre est fondée sur une série d'erreurs ou de contrevérités, mais le raisonnement qu'il

entend exposer au terme de tant de torsions des faits est lui-même profondément défectueux : tout et son contraire est écrit à quelques pages de distance, sans le moindre respect de la plus élémentaire logique. »

Désamiantage du Campus de Jussieu

Chroniqueur au magazine *Le Point*, il dénonce, le 19 octobre 1996, la décision de désamiantage du campus de Jussieu et qualifie l'affaire de « phénomène de psychose collective ». Cette décision avait été prise à la suite d'une étude menée par quatre bureaux d'études européens dont le rapport avait été remis en 1995^[88]. Celui-ci préconisait l'enlèvement, sans cependant écarter complètement les opérations d'encapsulage : celles-ci ont, pour avantage, un coût immédiat moindre, mais, pour inconvénients, une pérennité non garantie et des risques pour du personnel des entreprises amenés à intervenir dans les bâtiments^[89].

En 2004, dans le livre *Quand on sait tout, on ne prévoit rien*, il estime encore que le désamiantage, au coût très élevé, n'était pas justifié et que des opérations d'encapsulage de l'amiante auraient suffi.

En 2007, il déclare aussi : « On compte plus de morts par Vélib' qu'en trente ans à Jussieu ! »^[90].

La présence d'amiante aurait causé la mort de 22 personnes et aurait également porté atteinte à la santé de 130 autres^[90].

Gaz de schiste

En juillet 2012, Claude Allègre se déclare favorable à l'exploitation des gaz de schiste sur le sol européen, notamment sur le sol français^[91] et accompagne cette prise de position de recommandations écologiques concernant le traitement des eaux utilisées pour la fracturation hydraulique dans l'extraction de ce gaz.

Publications

- *Introduction à la géochimie* (en collaboration avec G. Michard), Paris, PUF, 1973
- *L'Écume de la Terre*, Paris, Fayard, 1983
- *De la pierre à l'étoile*, Paris, Fayard, 1985
- *Les Fureurs de la Terre*, Paris, Odile Jacob, 1987
- Claude Allègre et Émile Noël, *Douze clés pour la géologie : entretiens avec Émile Noël*, Paris, Belin, mars 1987, 160 p. (ISBN 2-7011-1088-2)
- *Économiser la planète*, Paris, Fayard, 1990
- *Introduction à une histoire naturelle*, Paris, Fayard, 1992
- *Écologie des villes, écologie des champs*, Paris, Fayard, 1993
- *L'Âge des savoirs*, Paris, Gallimard, 1993
- *La Défaite de Platon*, La science du XX^e siècle, Paris, Fayard, 1995
- *Questions de France*, Paris, Fayard, 1996
- *Dieu face à la science*, Paris, Fayard, 1997
- *Toute vérité est bonne à dire*, avec Laurent Joffrin, Paris, Robert Laffont, 2000
- *Vive l'École libre !*, Paris, Fayard, 2000
- *Les Audaces de la vérité* (entretiens avec Laurent Joffrin), Paris, Robert Laffont, 2001
- *Histoires de Terre*, Fayard, 2001
- *Changer de politique, changer la politique*, éditions de l'Aube, 2002
- *Galilée*, Paris, Plon, 2002
- *Un peu de science pour tout le monde*, Paris, Fayard, 2003
- *Chroniques d'espoir*, Paris, Fayard, 2004
- *Quand on sait tout, on ne prévoit rien*, Paris, Fayard, 2004
- *Géologie isotopique*, Paris, Belin, 2005
- *Dictionnaire amoureux de la science*, Paris, Plon, 2005
- *Le Défi du monde*, avec Denis Jeambar, Paris, Fayard, 2006
- *Un peu plus de science pour tout le monde*, Paris, Fayard, 2006
- *Ma vérité sur la planète*, Paris, Plon, 2007
- *La Défaite en chantant* (conversations avec Dominique de Montvalon), Paris, Plon, 2007

- *La science et la vie, journal d'un anti-panurge*, Paris, Fayard, 2008 ([ISBN 2-213-63373-8](#))
- *La Science est le défi du XXI^e siècle*, Paris, Plon, 2009
- *L'Imposture climatique*, Paris, Plon, 2010 ([ISBN 978-2-259-20985-4](#))
- *Faut-il avoir peur du nucléaire ?*, Paris, Plon, 08/04/2011 ([ISBN 2-259-21519-X](#)) Entretiens en réaction à la catastrophe de Fukushima (11 mars 2011)
- *Peut-on encore sauver l'Europe ?*, Paris, Plon, 2011 ([ISBN 978-2-259-21490-2](#))
- *Sarko ou le complexe de Zorro*, Paris, Plon, 2012 ([ISBN 978-2-259-21451-3](#)) Entretien avec Dominique de Montvalon au sujet de Nicolas Sarkozy.
- *Toujours plus de science pour tout le monde*, Paris, Fayard, 2014 ([ISBN 978-2-213-63381-7](#))

Notes

1. ↑ Dans *La Défaite de Platon* (page 80), il écrit : « Va-t-on continuer à recourir aux mathématiques pour calculer ? Depuis l'apparition des calculettes, on n'enseigne plus à extraire une racine carrée, ni à se servir d'une table de logarithmes. Continuera-t-on demain à enseigner les subtilités de la construction des courbes ou le calcul d'intégrales compliquées ? L'ordinateur va nous conduire à reconsidérer les mathématiques comme un auxiliaire des sciences » ou encore « recruter les scientifiques avec les maths est aussi baroque que de recruter des littéraires sur une interrogation de grammaire

Références

1. ↑ Elle a raconté son expérience dans *L'École de ma vie*, Paris, Bayard, 1999. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle s'engagea, ainsi que son mari, dans la Résistance. Elle était chevalier de la Légion d'honneur, décorée de la médaille de la Résistance et officier des Palmes académiques.
2. ↑ Voir sur [youtube.com](https://www.youtube.com).
3. ↑ « Claude Allègre, ancien ministre et toujours ami de Lionel Jospin », *Le Télégramme*, 22 janvier 2012.
4. ↑ Claude Allègre, *Introduction à la géochronologie des systèmes ouverts*, 1967. Thèse de doctorat ès sciences physiques, université de Paris.
5. ↑ François Beauducel, À propos de la polémique de Soufrière 1976.
6. ↑ De nombreux détails sur cette affaire et ses suites sont fournis par Frédéric Lavachery dans *Un volcan nommé Haroun Tazieff* (Voir Bibliographie).
7. ↑ À propos de la polémique de Soufrière 1976.
8. ↑ La Soufrière, volcanology and forecasting, *Nature*, Vol. 269, 8 septembre 1977, p. 96-97.
9. ↑ (en) The Crafoord Prize 1986, 1^{er} juin 1986
10. ↑ « Claude Allègre | CNRS », sur www.cnrs.fr (consulté le 12 juillet 2018)
11. ↑ Fiche de Claude Allègre à l'Académie des sciences.
12. ↑ ^{a et b} « Les notes de frais en or de Claude Allègre » in : VSD du 18 novembre 1999, p. 6-7.
13. ↑ « L'impossible Monsieur Allègre », sur LEXPRESS.fr, 5 mars 2008 (consulté le 28 janvier 2019)
14. ↑ Fiche Personnalité de "EduPro"
15. ↑ Engineers clash with minister, *Times Higher Education*, 22 octobre 1999.
16. ↑ Appel à la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur
17. ↑ Fiche Personnalité de "EduPro".
18. ↑ « Claude Allègre, ou l'art d'avoir une position publique en porte-à-faux avec son activité "privée" » d'octobre 2006 par Jean-Marc Jancovici
19. ↑ Valeurs actuelles du 31 mars 2000
20. ↑ [PDF] « La petite phrase qui tue ».
21. ↑ « Claude Allègre réitère ses allégations », *L'Humanité*, 1997 (consulté le 19 novembre 2007)
22. ↑ « Pourquoi les profs veulent la peau d'Allègre », *L'Express*, 22 octobre 1998.
23. ↑ « Faut-il brûler Claude Allègre ? », *Le Point*, 29 avril 2010.
24. ↑ (en) Engineers clash with minister, *Times Higher Education*, 22 octobre 1999 : refus de nomination du directeur de l'École centrale.
25. ↑ Texte de Claude Allègre : "Les priorités Politique de la recherche et les Très Grands Equipements", 1999

26. ↑ [Le synchrotron Soleil voit le jour dans l'Essonne](#), *Le Figaro*, 15 octobre 2007.
27. ↑ Laurent Joffrin, *Toute vérité est bonne à dire : entretiens avec Laurent Joffrin*, Paris, Editions Robert Laffont, septembre 2000, 310 p. (ISBN 2-221-09307-0), p.9
28. ↑ Interview à France-soir, 29-11-99.
29. ↑ [Lettre d'indignation](#) de [Laurent Schwartz \(mathématicien\)](#), [Lettre de protestation](#) émanant d'environ 80 académiciens, [Lettre ouverte](#) de l'[ADIREM](#) adressée au président de la République et au Premier ministre, site de Jean-Pierre Demailly.
30. ↑ Bernard Cassen, « [La langue-dollar](#) », *Le Monde diplomatique*, mai 2000, p. 32.
31. ↑ ^{a et b} « [Allègre a les boules](#) », *Le Canard Enchaîné*, 3 mars 1999 ([lire en ligne](#), consulté le 10 novembre 2018)
32. ↑ [Le Canard enchaîné](#) formule ce reproche dans un article du 24 février et publie une série d'articles les 3, 10, et 17 mars, allant jusqu'à solliciter l'avis de [Georges Charpak](#) (prix Nobel de physique): « [Le ministre perd la boule ?](#) »
33. ↑ « [Éducation : l'appel d'Allègre](#) », *Le Point*, 14 février 2011.
34. ↑ « [Le Foll : Allègre a « envie de régler des comptes »](#) », sur [tempsreel.nouvelobs.com](#), Le Nouvel Observateur, 31 août 2007 (consulté le 16 décembre 2007).
35. ↑ « [Allègre: « François Hollande est responsable de cette pagaille »](#) », sur [www.liberation.fr](#), Libération, 30 août 2007 (consulté le 16 décembre 2007).
36. ↑ « [RTL](#) » ^(Archive • Wikiwix • Archive.is • Google • Que faire ?), 4 mai 2007
37. ↑ « [Sarkozy "aimerait travailler" avec Claude Allègre](#) », *Le Nouvel Observateur*, 26 février 2008.
38. ↑ « [Claude Allègre accepte une mission de Sarkozy](#) », *Le Nouvel Observateur*, 29 août 2008.
39. ↑ ^{a et b} « [Claude Allègre va voter "sans aucune hésitation" UMP](#) », *Le Point*, 27 mai 2009.
40. ↑ « [Claude Allègre apporte son soutien à Nicolas Sarkozy](#) », *Le Figaro*, 19 février 2012.
41. ↑ « [Les combats du "miraculé" Allègre](#) », *LeJDD.fr*, 7 décembre 2014.
42. ↑ « [C. Allègre reçoit le prix "Atoms for Peace"](#) », *Le Figaro Économie*, 6 février 2012.
43. ↑ Polémique de Soufrière de 1976 : rapport de François Beauducel, directeur et responsable scientifique de l'Observatoire volcanologique et sismologique de Guadeloupe [2001-2007], août 2006, sur [À propos de la polémique de Soufrière 1976...](#)
44. ↑ En 2004, dans son livre *Quand on sait tout, on ne prévoit rien*, Claude Allègre écrit que l'enrobage de l'amiante de Jussieu aurait suffi et en réponse au rapport SETEC affirmant que l'amiante de Jussieu est la cause de la mort de 22 personnes et aurait également porté atteinte à la santé de 130 autres, Allègre ajoute le 29 novembre 2007 dans *Le Nouvel Observateur* : « On compte plus de morts par an en Vélib' qu'en trente ans à Jussieu » (« [Déjà 22 morts et 130 malades : les amiantes de Jussieu](#) »)
45. ↑ [Stéphane Foucart](#), *L'avenir du climat : enquête sur les climato-sceptiques*, Paris, [Éditions Gallimard](#), coll. « [Folio](#) », 2015 (1^{re} éd. 2010), 432 p. (ISBN 978-2-07-046559-0).
46. ↑ ^{a et b} « [Claude Allègre et le climat : retour sur un flagrant déni](#) », *Le Monde.fr*, 21 décembre 2018 ([lire en ligne](#), consulté le 22 décembre 2018).
47. ↑ [Claude Alegre vs Valerie Masson-Delmotte.](#)
48. ↑ [Réponse à Claude Allègre par Michel Crépon dans Le Monde](#) de septembre 2007.
49. ↑ Benoit Rayski, *Y a-t-il trop de profs ? Oui et il faut dégraisser le mammoth !* sur [[www.atlantico.fr](#)], 23 mai 2013.
50. ↑ [PDF] « [La petite phrase qui tue](#) »
51. ↑ « [Commentaire de lecture : Ma Vérité sur la Planète](#) ».
52. ↑ [Faut-il avoir peur du nucléaire ?](#), éd. Plon, 2011, (ISBN 2-259-21519-X) (entretiens en réaction à l'[accident nucléaire de Fukushima](#))
53. ↑ ^{a et b} « [Notre enquête : au fait, Claude Allègre est-il un si brillant chercheur ?](#) » *Mediapart* du 17 mars 2008.
54. ↑ « [J'ai honte que Claude Allègre soit considéré comme un de mes collègues](#) », *Mediapart* du 16 juin 2010.
55. ↑ « [La science confuse](#) », *Télérama*, n° 3147, 8-14 mai 2010, p. 28.
56. ↑ « [Claude Allègre : le message d'Édouard Brézin](#) », *Blog Libération Sciences* du 15 juin 2010.
57. ↑ « [Les mathématiques méritent considération](#) », *Gazette des Mathématiques*, avril 2000.
58. ↑ (en) « [La Soufrière, volcanology and forecasting](#) », Tazieff, H., *Nature*, vol. 269, 8 septembre 1977.
59. ↑ [Allègre et Noël 1987](#), p. 117, dernière page du chapitre « Les climats de la terre ».
« Il y a quelqu'un qui est arrivé dans cette affaire d'une manière un peu tapageuse, c'est l'homme : en brûlant des combustibles fossiles, l'homme a augmenté le taux de gaz carbonique dans l'atmosphère, ce qui fait, par exemple, que depuis un siècle la température moyenne du globe a augmenté d'un

demi-degré. Cette augmentation de gaz carbonique perturbe le cycle général [de l'évolution du climat]. »

Il ajoute, pour conclure, que « [...] la perturbation qu'a introduite l'homme dans la distribution des cochonneries dans l'atmosphère fait que cette prédiction [de l'évolution du climat selon les modèles] se réalise mal. »

60. ↑ [Le Point](#), 8 mai 1995
61. ↑ [L'Express](#), 21 septembre 2006
62. ↑ « Neiges du Kilimandjaro – La cause de la modification climatique reste inconnue. Donc, prudence ».
63. ↑ « Climat : la prévention, oui, la peur, non », [L'Express](#), 5 octobre 2006.
64. ↑ « Faut-il brûler les climatosceptiques ? », [slate.fr](#), 27 novembre 2009.
65. ↑ [Ma vérité sur la planète](#), p. 48.
66. ↑ « Claude Allègre dénonce une "initiative catastrophique" », [lepoint.fr](#), 23 août 2009.
67. ↑ « La croisade de Claude Allègre contre la taxe carbone », [leParisien.fr](#), 23 août 2009.
68. ↑ [Allègre: « Nicolas Hulot est un imbécile »](#), [Libération](#), 27 septembre 2009.
69. ↑ « Allègre : "Hulot est un marchand de soupe inculte !" », [Marianne](#), 27 octobre 2009.
70. ↑ « Claude Allègre fait peur à Jean Jouzel », [Libération](#), 29 février 2008 (comme Allègre, [Jean Jouzel](#) a reçu la médaille d'or du CNRS, la plus haute distinction scientifique française).
71. ↑ ^{a et b} « Claude Allègre, un si brillant chercheur ? » par Jade Lindgaard, 16 mars 2008, sur [mediapart.fr](#).
72. ↑ « Climat : polémique entre académiciens », [Le Figaro](#), 15 octobre 2007.
73. ↑ « L'Académie des sciences s'échauffe sur le climat », dans [Libération](#) du 14 mars 2007.
74. ↑ « Changement climatique : l'Académie des sciences réfute les thèses d'Allègre », [Le Monde Planète](#), 28 octobre 2010.
75. ↑ « Le changement climatique », synthèse des interventions et discussions prononcées lors du débat sur le climat le 20 septembre 2010 à l'Académie des sciences, des contributions écrites qui l'ont précédé et des nombreux échanges et commentaires qui l'ont suivi, 26 octobre 2010.
76. ↑ ^{a et b} [Stéphane Foucart](#), « Le cent-fautes de Claude Allègre », [LeMonde.fr](#), 27 février 2010.
77. ↑ Jean-Louis Fellous, « Claude Allègre : en finir avec l'imposture », [LeMonde.fr](#), 1^{er} mars 2010.
78. ↑ Voir Sylvestre Huet, « Climat : Allègre part en courbes », [Libération](#), 23 mars 2010.
79. ↑ « Plus de 600 scientifiques, s'estimant dénigrés, réclament l'organisation d'un vrai débat sur le climat », [Le Monde](#), 9 avril 2010.
80. ↑ « Commentaires sur le livre de Claude Allègre et Dominique de Montvalon, L'Imposture climatique ou la fausse écologie, Plon, 2010 », [Le Monde](#), 9 avril 2010.
81. ↑ « Quelques exemples de dénigrement relevés dans le livre de Claude Allègre, l'Imposture climatique », [Le Monde](#), 9 avril 2010.
82. ↑ Commentaires sur la page de l'Appel des scientifiques du climat aux instances références de la recherche scientifique française, avril 2010.
83. ↑ « Portrait de Vincent Courtillot », [Libération](#), 13 mai 2010.
84. ↑ « Pour une écologie scientifique », [La Revue critique des idées et des livres](#), 1^{er} janvier 2011.
85. ↑ « Grand prix de la société de géographie », sur Société de géographie (consulté le 21 janvier 2017).
86. ↑ [Stéphane Foucart](#), *L'avenir du climat : enquête sur les climato-sceptiques*, Paris, [Éditions Gallimard](#), coll. « [Folio](#) », 2015 (1^{re} éd. 2010), 432 p. (ISBN 978-2-07-046559-0), chap. VIII (« L'incroyable imposture de *L'imposture climatique* »), p. 165-166.
87. ↑ [Stéphane Foucart](#), *L'avenir du climat : enquête sur les climato-sceptiques*, Paris, [Éditions Gallimard](#), coll. « [Folio](#) », 2015 (1^{re} éd. 2010), 432 p. (ISBN 978-2-07-046559-0), chap. VIII (« L'incroyable imposture de *L'imposture climatique* »), p. 157-158.
88. ↑ Voir la chronologie et une copie partielle du rapport sur le site du [Comité Anti-Amiante Jussieu](#).
89. ↑ [Rapport SETEC](#) du 23/12/95, paragraphes 8.1.2 et 8.1.3.
90. ↑ ^{a et b} « Déjà 22 morts et 130 malades : les amiantes de Jussieu », [Le Nouvel Observateur](#), 29 novembre 2007.
91. ↑ « "Monsieur Hollande, n'ayez pas peur des gaz de schiste !" », [lepoint.fr](#), 5 juillet 2012.

Bibliographie

- Sylvestre Huet, *L'imposteur c'est lui : réponse à Claude Allègre*, Stock, 2010 ([présentation en ligne](#))
- « La science confuse », *Télérama*, n° 3147, 8-14 mai 2010, p. 26-32
- Antoine Prost et Annette Bon, « Le moment Allègre (1997-2000) : de la réforme de l'Éducation nationale au soulèvement », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 110, avril-juin 2011, p. 123-145 ([DOI 10.3917/ving.110.0123](#), [lire en ligne](#))
- Frédéric Lavachery, *Un volcan nommé Haroun Tazieff*, Paris, L'Archipel, 2014, 359 p. ([ISBN 978-2-8098-1429-3](#), [présentation en ligne](#)) En particulier : pp. 76-80, 84-88, 98-101, 113-117, etc. ; affaire du volcan de la Soufrière et conflit avec Haroun Tazieff.